

De pions à acteurs : la diplomatie de défense pragmatique des pays d'Asie centrale

Par **Romain Sidos**, doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Ci-dessus : Drapeaux du Tadjikistan et du Kirghizstan. En mars 2025, les présidents du Tadjikistan et du Kirghizstan ont signé un traité sur la délimitation de leur frontière longue de près de 1000 kilomètres, source de tensions et conflits armés entre les deux pays depuis la dissolution de l'Union soviétique. (© Shutterstock)

À l'été 2024, les pays d'Asie centrale — Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, à l'exception du Turkménistan — ont organisé, pour la première fois depuis leur indépendance en 1991, un exercice militaire conjoint conduit de manière autonome, baptisé « Birlestik-2024 ». Le 13 mars 2025, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont résolu leur différend frontalier sans intervention extérieure. Face à cette émancipation inédite, il est intéressant d'étudier dans quelle mesure les États de la région sont désormais capables de mener une diplomatie de défense souveraine.

Des doctrines militaires affirmées

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan revendiquent tous deux une politique étrangère « multivectorielle », qui se traduit par une volonté de dialogue avec l'ensemble des acteurs de la scène internationale, de manière indiscriminée. Toutefois, l'interprétation de ce choix politique diffère selon leurs doctrines militaires : le Kazakhstan affirme son ambition de contribuer à la stabilité et à la sécurité internationales, notamment dans la sixième version de son document, datant de 2022 ; l'Ouzbékistan se démarque par son refus de participer à des opérations de maintien de la paix ainsi qu'à des conflits à l'étranger, comme l'indique sa doctrine de défense de 2018 **(1)**.

Quant au Turkménistan, conformément à son principe de « Neutralité permanente » reconnu par l'ONU en 1995, sa doctrine militaire de 2016 se veut un texte pour le moins iconoclaste, en ce qu'il « vise à consolider la paix dans le monde et à développer des relations amicales, fraternelles et de bon voisinage avec tous les pays » **(2)** — une ligne de conduite qui, à ce jour, ne s'est traduite par aucune participation des forces d'Achkhabad à une opération onusienne de maintien de la paix, quelle qu'elle soit.

Enfin, les doctrines militaires du Kirghizstan et du Tadjikistan sont les plus datées et comptent parmi les moins ambitieuses, faute, ici, de moyens. Le Kirghizstan a publié la sienne en 2002, alors qu'il faisait face à la menace du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), groupe terroriste qui était parvenu à s'infiltrer, en 2000, dans la vallée de Ferghana, tandis que le pouvoir de Bichkek (Kirghizstan), demeurait en forte tension avec le régime de Douchanbé (Tadjikistan). Ce dernier, précisément, met en avant, dans sa doctrine de défense, son attachement indéfectible à la paix et l'absence de toute revendication territoriale à l'égard de ses voisins. À l'époque de la publication de ce texte, en 2005, le pays se remettait encore de la dévastatrice guerre civile qui avait vu s'affronter diverses factions pour le contrôle du pouvoir postsoviétique entre 1992 et 1997.

Des applications contrastées

Le Kazakhstan est le pays le plus actif et le plus constant sur le long terme. Ses forces armées ont acquis une expérience opérationnelle certaine au niveau international en participant aux missions de maintien de la paix de l'ONU depuis plus de vingt ans. Cette implication constitue un élément clé de sa stratégie militaire, et un bataillon kazakhstanais de maintien de la paix (KAZBAT) a d'ailleurs été créé en 2000. Depuis, plusieurs contingents du Kazakhstan ont grossi les rangs des Casques bleus : en Irak de 2003 à 2008, au Liban au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) depuis 2018 **(3)**, sans oublier les 139 soldats déployés depuis mars 2024 au sein de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) **(4)**, dans le *no man's land* situé sur le plateau du Golan, entre Israël et la Syrie.

La guerre contre le terrorisme déclenchée en Afghanistan par l'administration de George W. Bush (2001-2009), en réaction aux attentats du 11-Septembre, a fourni à l'Ouzbékistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan l'opportunité d'accueillir des bases militaires occidentales sur leur territoire. Le Kirghizstan et le Tadjikistan ont été les seuls pays d'Asie centrale à accueillir simultanément une base militaire russe et une base militaire occidentale. Au cours de cette coopération avec les forces de la coalition, les annonces successives de fermeture de la base de Manas, en 2006 puis en 2009, ont contribué à entamer la fiabilité du Kirghizstan en tant que partenaire. Sa diplomatie de défense relevait essentiellement d'une politique instable, motivée par la recherche de rente **(5)**, sous les présidences d'Askar Akaïev (1991-2005) et de Kourmanbek Bakiev (2005-2010). De son côté, le Tadjikistan est apparu comme un partenaire plus constant dans sa collaboration avec la France, qui a duré de 2001 à 2014.

De manière générale, les pays d'Asie centrale sont avant tout soucieux de leurs problèmes de frontières et de sécurité régionale. Le risque d'un conflit interétatique demeure minime, surtout depuis que le Kirghizstan et le Tadjikistan — dont les affrontements en 2021 et en 2022 avaient fait plusieurs centaines de morts — ont conclu un accord de normalisation frontalière le 13 mars 2025.

Concernant la menace terroriste, les États centrasiatiques y sont exposés de manière inégale, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan étant les plus vulnérables aux risques d'infiltration de groupes armés en provenance d'Afghanistan, dont ils sont riverains. Dans le même temps, la position géographique de l'Asie centrale limite les options dont disposent ses cinq États en matière de coopération militaire.
Enclavés entre quatre pays, dont trois sont des adversaires déclarés des États-Unis (Chine, Iran, Russie), ils doivent, en effet, mener avec habileté tout partenariat avec une puissance voisine ou occidentale. Ce n'est donc pas un hasard si tous les États centrasiatiques s'efforcent de se tenir à l'écart des affrontements géopolitiques opposant Pékin, Téhéran et Moscou aux Occidentaux. Cette diplomatie d'équilibre se révèle à la lumière des guerres en cours dans le voisinage de l'Asie centrale, qu'il s'agisse des combats opposant l'Iran aux forces américaines et israéliennes **(6)**, ou du conflit russo-ukrainien, pour lequel chaque État centrasiatique (hormis le Tadjikistan) a fourni une aide humanitaire au peuple ukrainien, tout en se gardant de soutenir ouvertement Kyiv à l'ONU depuis le début de l'invasion de son territoire par l'armée russe, le 24 février 2022 **(7)**.

Vers une coopération régionale renforcée

L'ensemble des pays d'Asie centrale semble désormais privilégier le dialogue interrégional pour stabiliser la situation sécuritaire et collaborer avec les grandes puissances. Ainsi, la déclaration de Khodjent, signée le 31 mars 2025 par le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, marque un tournant majeur dans la politique centrasiatique, en ce qu'elle met en avant une volonté de renforcer les coopérations dans une logique d'apaisement des tensions politiques régionales.
L'année 2025 a par ailleurs été marquée par deux réunions particulièrement importantes : l'une, en avril, à l'occasion du premier sommet entre l'Union européenne et l'Asie centrale, à Samarcande (Ouzbékistan), réunissant les cinq ministres centrasiatiques de la Défense ; l'autre, en juillet, à Islamabad (Pakistan), lors d'une conférence sous le thème « Renforcer les liens, garantir la paix » rassemblant les pays d'Asie centrale — à l'exception du Turkménistan —, les États-Unis et le Pakistan, afin de dresser un état des lieux de la sécurité régionale, de la lutte contre le terrorisme et du développement de la coopération militaire **(8)**.
Concernant les manœuvres elles-mêmes, celles-ci ont longtemps été organisées et conduites par les grandes puissances, telles que la Russie et les États-Unis, ou dans le cadre d'alliances militaires comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou encore l'OTAN.
En 2024, le premier exercice conjoint conduit de manière autonome par les pays d'Asie centrale, « Birlestik », s'est tenu au Kazakhstan. Ce format inédit s'est répété en 2025 avec l'exercice « Birlik », organisé en Ouzbékistan, confirmant la dynamique de coopération militaire entre les États centrasiatiques, que l'expérience acquise depuis leur indépendance en 1991 met, de plus en plus, en situation d'échafauder ce type d'actions communes sans la présence d'une grande armée étrangère.
D'ailleurs, la coopération régionale s'étend à la formation militaire puisque, en 2024-2025, l'Ouzbékistan aurait formé 107 militaires des pays voisins **(9)**. Tachkent a pu acquérir cette expérience après avoir sollicité, en 2013, l'ambassade américaine afin d'améliorer la formation de ses propres soldats.
Les pays d'Asie centrale sont naturellement dépendants de leurs approvisionnements russes en matériel sophistiqué pour des raisons tactiques : de fait, entre 2014 et 2024, la Russie couvrait à elle seule 71 % des importations centrasiatiques de matériel militaire. Toutefois, l'acquisition d'équipements militaires *low cost* par les forces armées régulières de la région, tels que les drones de fabrication turque et iranienne, a permis à ces États d'amenuiser leur dépendance vis-à-vis de Moscou par une diversification de leurs fournisseurs. De plus, et surtout, tous les pays, mis à part le Turkménistan, ont entrepris de développer leur industrie de défense à partir de 2017. Cette initiative s'est concrétisée en 2022 avec l'ouverture d'une usine de construction de drones iraniens *Ababil-2* au Tadjikistan, ainsi qu'avec l'annonce de l'implantation d'une usine d'assemblage de drones turcs *Anka* au Kazakhstan **(10)**.
Région enclavée et, de ce fait, directement sujette aux influences parfois concurrentes des puissances voisines, l'Asie centrale dispose de marges de manœuvre certes étroites, mais bien réelles. Trente-cinq ans après leur indépendance, le développement des coopérations militaires représente une solution pragmatique à l'appui des stratégies conduites par chacun de ses cinq États pour renforcer leur autonomie vis-à-vis de la Russie, comme de toute autre puissance de substitution.

Romain Sidos



Photo ci-contre : Photo prise durant l'exercice « Birlik 2025 », en octobre 2025. Ces entrainements se déroulent avec la participation d'unités des ministères de la Défense de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, de l'Azerbaïdjan et de la République kirghize. (© Ministry of Defense of the Republic of Uzbekistan)

Notes

(1) Le texte de cette doctrine de défense, qui devrait être prochainement mis à jour, suivant une annonce faite en ce sens par le président ouzbékistanais Chavkat Mirzioïev (depuis 2016), n'est pas sans évoquer celle du Turkménistan, fermement acquis au principe de « non-participation aux blocs militaro-politiques ». Gazeta.uz, « Uzbekistan to Revise Defense Doctrine and National Security Concept », 13 janvier 2026 (https://www.gazeta.uz/en/2026/01/13/defence/).

(2) Komitet.info, [« Le Turkménistan adopte une nouvelle doctrine de défense »], 27 janvier 2016 (https://komitet.info/cis-parliaments/turkmenistan/news/10276/).

(3) United Nations Peacekeeping, « 120 Kazakh troops join UNIFIL », 2 novembre 2018 (https://peacekeeping.un.org/en/120-kazakh-troops-join-unifil).

(4) *Ibid.*, « Kazakhstan Joins United Nations Peacekeeping Efforts With First Independent Deployment of Military Contingent to UNDOF », 22 février 2024 (https://peacekeeping.un.org/en/kazakhstan-joins-united-nations-peacekeeping-efforts-with-first-independent-deployment-of-military).

(5) Kemel Toktomushev, *Kyrgyzstan – Regime Security and Foreign Policy*, Routledge, 2018.

(6) Voir l'article de Michaël Levystone, « Les stratégies centrasiatiques à l'aune de la guerre en Iran », p. 46 de ce magazine.

(7) The International Institute for Strategic Studies (IISS), *The Military Balance 2024*, Routledge, 2024, p. 186 et 215.

(8) SpecialEurasia, « Regional Defence Conference in Islamabad and US participation: Are Pakistan and Central Asia Seeking Alternative Military Partners? », 31 juillet 2025 (https://www.specialeurasia.com/2025/07/31/defence-pakistan-us-central-asia/).

(9) Narimon Nabiev, [« Les forces armées sont un garant fiable de la stabilité du nouvel Ouzbékistan »], Institut d'études stratégiques et régionales rattaché au président de la République d'Ouzbékistan (ISMI), 29 novembre 2024 (https://isrs.uz/ru/content/15/post/430).

(10) IISS, *op. cit.*, p. 186 et 207.